

Y-A-T'IL UNE STRATEGIE DU DECLIN DE LA FRANCE ?

A propos du livre d'Anicet Le Pors
«Marianne à l'encan»



«Sous la double action du mouvement du capital monopoliste et de la politique giscardienne d'intégration européenne et atlantique, la nation est mise en cause dans sa cohérence économique et politique. C'est le choix de classe délibéré de la grande bourgeoisie giscardienne qui en fait un choix de déclin du pays.» écrivait Anicet Le Pors, ancien haut-fonctionnaire de l'Etat, aujourd'hui sénateur, dans *L'Humanité* du 5 août 1980. Il précisait, le 29 novembre : «Une telle attitude confine à la haute trahison des intérêts nationaux. C'est un véritable crime économique contre la France.»

L'analyse de la stratégie du déclin de la France, menée par Giscard et consorts depuis que de Gaulle a quitté le pouvoir en 1969 (1), est particulièrement développée dans «Marianne à l'encan» d'Anicet Le Pors, publié au printemps dernier.

Dans ce livre, A. Le Pors explique que la politique de déclin de la France repose sur l'application de trois formules : le trilatéralisme, la haute tutelle des USA et l'Europe allemande :

— le trilatéralisme, défini comme «l'ensemble des objectifs et moyens qui visent à systématiser les démarches des pays capitalistes dominants pour faire face aux principaux problèmes qu'ils rencontrent dans la crise» (p. 91), regroupe les USA, l'Europe et le Japon, sous la tutelle des premiers.

— la haute tutelle des USA, en raison de sa position économique impérialiste dominante et, sur le plan monétaire, de la suprématie du dollar. A cet égard «la prétendue opposition des USA à l'intégration européenne relève de l'intoxication dans la mesure où les USA, non seulement ont les moyens de dominer ce processus, mais en fait ils l'impulsent par RFA interposée» (p. 101).

— l'Europe allemande, qui repose sur sa supériorité économique : excédents commerciaux considérables, principale bénéficiaire des aides de la CECA (Communauté économique charbon-acier) et du Marché commun agricole, bancaire de nombreux pays, dominant

le système monétaire européen, bénéficiaire de l'élargissement de l'Europe à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal, du fait de ses gros excédents commerciaux à leur égard.

A cela s'ajoute pour la France une contrainte extérieure qui lui est propre : son déficit structurel à l'égard des USA, du Japon, de la RFA, en particulier pour les biens d'équipement. Ce déficit asphyxie l'économie française et la rend dépendante dans son accumulation du capital des USA, du Japon, de la RFA. La politique giscardienne de relance des investissements conduit à des «spécialisations déstabilisatrices de l'appareil de production nationale», d'autant que les importations augmentent deux fois plus vite que la demande extérieure.

La politique d'abandon national se situe au tournant giscardien. Tour à tour, à partir de 1969, les grands programmes des secteurs de pointe sont abandonnés : filière nucléaire française, plan calcul, Concorde, Mercure, etc...

Cette analyse de la stratégie giscardienne du déclin de la France, qui soutient et veut justifier celle du «Produisons français», correspond-elle à la réalité ?

Une subordination totale ?

La trilatérale est une réalité indéniable. A cette sorte de club de rencontres et de réflexions à l'échelle mondiale se retrouvent de façon informelle hommes d'Etat, grands patrons de tout poil, allant de la «nouvelle droite» aux réformistes. Que certains travaux de cette trilatérale aient inspiré les chefs d'Etat des principaux pays capitalistes, dont Giscard, est indiscutable. Que les USA soient une superpuissance impérialiste et qu'elle domine, dans de nombreux domaines, les autres pays capitalistes comme les pays européens, on ne saurait en douter.

Mais ces pays baissent-ils les bras ? L'impérialisme français, en particulier, mène-t-il une politique de subordination totale aussi bien aux USA qu'à la RFA ?

Prenons le «déficit structurel en biens d'équipement», élément essentiel de la démonstration d'A. Le Pors. S'il est vrai qu'il y a déficit à l'égard des USA et de la RFA, mais aussi de l'URSS (A. Le Pors ne parle alors pas de «contrainte

extérieure»), la balance commerciale de la France en machines-outils est bénéficiaire depuis 1978. On assiste, en particulier, au développement des machines à commande numérique, incorporant une technologie avancée, pour lesquelles les monopoles français semblent bien placés.

Le taux de couverture des importations par les exportations en biens d'équipement est passé de 98% en 1970 à 125% en 1978. On ne peut donc parler de «déficit structurel», qui aurait un sens de définitif et irréductible. D'autant que la recherche-innovation, l'informatique, la bureautique, la robotique, etc... font partie des priorités du 8e Plan de Giscard-Barre : les capitalistes français, bien loin de baisser les bras, mènent une politique offensive pour défendre leurs intérêts et leurs profits dans de nombreux domaines et concurrencent les monopoles US et allemands.

Le développement inégal

Citons quelques exemples :

— dans l'aéronautique, le projet européen Ariane, financé pour 62,5% par la France, le groupement Airbus-industrie dans lequel la SNIAS est à parts égales avec ses partenaires européens et qui concurrence les monopoles US ;

— dans le nucléaire, tous les efforts français sont orientés vers les surrégénérateurs pour lesquels les monopoles français bénéficient d'une avance non négligeable. Là aussi, la Société européenne est contrôlée majoritairement par la France. L'usine européenne d'enrichissement de l'uranium (nécessaire au programme nucléaire actuel) est installée en France avec une part essentielle de capitaux français ;

— dans l'informatique, après l'échec du premier plan calcul, la fusion entre la CII et Honeywell-Bull, dans laquelle les capitaux français sont majoritaires, a pour but de faire face au géant US IBM ;

— dans la sidérurgie, si le plan Davignon a amené une redistribution des cartes par une division du travail, une spécialisation de chaque maître de forges des pays européens, avec des cortèges de licenciements, on ne saurait parler

d'abandon national : les trusts français ont choisi de se débarrasser de tout ce qui est jugé insuffisamment rentable (produits longs) pour se spécialiser sur les «créneaux» dans lesquels ils escomptent des profits maximums (produits plats et aciers spéciaux). D'ailleurs, si la France importait plus d'acier qu'elle n'en exportait en 1976, c'est aujourd'hui le contraire.

On pourrait prendre d'autres exemples confirmant ceux-ci ou des exemples inverses. Sur un plan plus global, il faut souligner que si la structure industrielle de la RFA est plus avancée que celle de la France, si le capital y est plus concentré, si l'appareil de production est plus moderne et que l'économie allemande bénéficie en règle générale d'excédents commerciaux importants, on ne saurait parler de domination générale, de supériorité dans tous les domaines. Ainsi le Produit national brut a augmenté, en monnaie constante, de 2,9% par an en France de 73 à 78 contre 1,9% par an en RFA.

Ce qui est en cause, c'est le développement inégal du capitalisme et de l'impérialisme, provoqué par l'anarchie de la production et la course au profit maximum qui entraînent des disproportions dans les rythmes de développement des monopoles et des pays en fonction de leur situation concrète.

Stratégie du déclin ou rivalité ?

Il ressort de l'ensemble de ces faits que rien ne permet d'affirmer que les monopoles français, et Giscard qui représente leurs intérêts, aient choisi une politique de déclin, de soumission totale à l'impérialisme US et à la RFA dans le cadre du Marché commun. Au contraire, c'est la volonté des trusts français d'être compétitifs et de jouer à fond la concurrence, de ne pas disparaître ou de ne pas se laisser distancer par leurs rivaux, qu'ils soient américains ou allemands.

Chaque bourgeoisie monopoliste européenne rivalise pour sauvegarder ses profits. Elles s'unissent aussi, sur le plan européen, dans la mesure et sur les points où leurs intérêts convergent contre la concurrence des USA, du Japon ou de l'URSS.

Lorsque Giscard-Barre développe leurs efforts de redéploiement, de restructurations et leurs mesures d'austérité et d'exploitation à l'encontre des travailleurs, en disant que l'objectif est de rattraper la RFA, il ne s'agit pas d'une soumission au capital étranger, mais de rivalité entre deux impérialismes, chacun d'eux déployant tous ses efforts pour dominer l'Europe par une exploitation renforcée des travailleurs.

Il n'est certes pas faux de parler de «déclin» : l'impérialisme français n'est plus, comme au moment de son apogée, en mesure de prétendre à l'hégémonie mondiale. La stratégie de Giscard-Barre vise justement, dans cette situation, à redéployer l'ensemble du dispositif économique et politique de l'impérialisme français, à concentrer les forces du capital monopoliste autour de certains «créneaux» particulièrement rentables. Le 8e Plan est particulièrement clair quand il écrit : «Certaines études indiquent que le seuil de compétitivité se situerait à 10% du marché total. On sait d'autre part que l'industrie française représente environ 5% de l'industrie mondiale. Rapprocher les deux chiffres, c'est mettre en évidence que l'industrie française ne peut pas tout faire. Elle doit pratiquer la sélection, se concentrer sur ses points forts, et y consacrer l'essentiel de ses moyens». (p. 151)

L'appréciation correcte de la stratégie de la bourgeoisie est une question importante pour le mouvement ouvrier. Car c'est de cette analyse que dépend aussi la stratégie à mettre en œuvre pour la classe ouvrière, dans sa lutte quotidienne contre l'exploitation capitaliste comme pour accumuler des forces pour la révolution socialiste.

D'ailleurs l'analyse de la «stratégie du déclin de la France», associée aux mots d'ordre «Produisons français» dégage une forte odeur de chauvinisme. Elle revient à se placer, dans les faits, du point de vue des monopoles français qui rivalisent avec leurs concurrents, en particulier allemands, à inventer une communauté d'intérêts entre les travailleurs et les entreprises dans lesquelles ils travaillent, à tourner le dos à la solidarité indispensable des travailleurs des différents pays contre leurs ennemis.

Pierre BAUBY
Catherine LEMAIRE

(1) A. Le Pors précise que sous de Gaulle, la planification «se fondait sur une identification de l'intérêt national et des intérêts des principales sociétés capitalistes, ce que l'internationalisation de ces groupes relativement faible permettait aisément.» (p. 120), alors qu'il s'agissait d'accélérer la concentration du capital et de renforcer l'exploitation des travailleurs.